

PARTISAN

BULLETIN DE L'OCML VOIE PROLÉTARIENNE

MACRON SAIT CE QU'IL VEUT ET NOUS ?

Les attaques du gouvernement Macron/Philippe/Collomb et autres ne faiblissent pas.

Après les ordonnances de la loi Travail, la quasi disparition de la pénibilité et le bouleversement profond des délégués en entreprise, voilà deux nouvelles restructurations qui s'annoncent. Celle de la SNCF, tant sur le réseau que sur le statut, celle du chômage qui derrière l'image alléchante des allocations pour les démissionnaires cache des licenciements plus faciles et une plus grande précarité pour tous.

Mais il n'y a pas que les restructurations économiques.

- Après le recul symbolique sur Notre-Dame des Landes, histoire de faire passer la pilule, Le gouvernement évacue le site des déchets radioactifs de Bure, et annonce dès à présent un assouplissement dans l'élimination du glyphosate
- Il y a la loi asile-immigration, attaque féroce contre les migrants et les sans-papiers pour renforcer encore – si c'était possible – le contrôle sélectif sur une population ultraprécaire tout en donnant des gages racistes à la fraction la plus réactionnaire de la population.
- Il y a la réforme du système éducatif, dont le futur bac à modules n'est que la recherche de jeunes à formation individualisée plus adaptés à un monde économique en restructuration permanente.
- Il y le mépris souverain pour le système de santé (hôpitaux) et d'accueil des anciens (EHPAD) en plein désastre humain, entre la souffrance du personnel qui n'en peut plus et la maltraitance des patients ou des résidents. Pas un centime de plus, alors qu'il manque 200 000 personnes rien pour les EHPAD ! Oui, 200 000 ce n'est pas une faute de frappe !
- Mais il y a la hausse significative du budget des Armées, en particulier pour les OPEX (opérations à l'extérieur), pour accentuer la présence française sur le plan militaire.

Macron, c'est le capitalisme des monopoles, sans états d'âme. Sa nouveauté, c'est qu'il remet à plat le système d'alliances, de compromis, établis depuis la deuxième guerre mondiale. Il remet en cause la négociation collective avec les syndicats, le paritarisme, pour renforcer le rôle de l'Etat et renvoyer les syndicats au niveau local des entreprises. Même Gattaz n'en attendait pas tant !

En ce sens, il prend les syndicats au piège de leur propre réformisme : construits sur ces thèmes de collaboration conflictuelle, de paritarisme, de négociation permanente, même si c'était largement fictif sous la pression des règles du jeu capitaliste, ils ne savent plus où ils en sont, incapables d'imaginer une riposte de classe, pour la défense des travailleurs et rien d'autre... C'est la raison de leur impuissance actuelle, de leurs cris d'orfraie contre les ordonnances : ce qu'ils reprochent, c'est plus la méthode que le contenu.

Macron, c'est le capitalisme moderne, la mise en adéquation de la superstructure aux conditions de la guerre économique mondialisée, aux exigences de l'impérialisme français. Dans le cadre qu'il impose, les capitalistes sont libres de mener comme ils l'entendent, branche par branche, entreprise par entreprise la restructuration comme ils l'entendent ; c'est au fond ce qu'ils veulent.

Au fond, les ordonnances ont un avantage : elles mettent à nu sans fard la nature de l'impérialisme.

Et du coup, cela nous oblige, NOUS, à savoir ce que nous voulons. Le retour de la négociation collective feutrée des fauteuils de bureaucrates ? Pas vraiment, voilà des décennies qu'on voit le résultat...

Le capitalisme à visage humain promis par tous les réformistes, plus juste et équitable, style meilleur partage des richesses ? Toujours la même illusion, le même écran de fumée, là encore on voit le résultat où on en est...

Il est temps d'avancer notre programme, d'y réfléchir, de le débattre, de le partager, de s'organiser autour de lui. Un programme qui rompe avec tous les bavardages réformistes partagés du PS à l'extrême gauche, en passant par le PC ou les Insoumis...

Un programme de combat, conscience, organisation et action réunis contre l'impérialisme et notre libération !



Rapport Spinetta

ILS RESTRUCTURENT LA SNCF POUR MENER LEUR GUERRE ÉCONOMIQUE.

La SNCF est une multinationale, avec des filiales présentes dans le monde entier dans le transport de voyageurs et l'ingénierie (comme la RATP d'ailleurs) **qui a besoin de se restructurer pour mener une bataille sans merci face à ses concurrents internationaux.** C'est ce que propose le rapport de Jean-Cyril Spinetta, haut-fonctionnaire et grand patron, « tueur à gage » du capitalisme français qui a sévi dans la restructuration d'Air France

Le plan pour la SNCF est le même que celui qui a été appliqué à La Poste ou France Télécom : un programme massif de destruction des acquis ouvriers au service de la restructuration.

Le chemin de fer est une activité très difficilement rentable. On s'achemine donc vers un système où les capitalistes privées se verraient céder les branches rentables, pendant que l'Etat et les collectivités locales garderaient la charge de ce qui est le moins rentable, principalement la maintenance des infrastructures. Socialiser les pertes, privatiser les profits !

Depuis des années également, la SNCF fait tout pour se débarrasser des lignes non-rentables, des petites lignes. Le rapport Spinetta le demande également, mais le gouvernement évite d'en parler, et pour cause, ça n'est pas très populaire. Le discours de la SNCF est clair : soit les collectivités locales ou l'Etat la gavent de subvention, soit elle les lâche. Son dada, c'est le TGV, belle machine à cash. Et encore, le TGV est rentable

parce que l'Etat paye de sa poche tous les gros travaux d'infrastructures... C'est clair, la SNCF n'est déjà plus un « service public » depuis longtemps... Ce qu'on nous dit explicitement, c'est que le train à grande vitesse sera le privilège des riches, quand les pauvres devront désormais prendre le bus.

La SNCF fonctionne depuis un moment comme n'importe quelle grande entreprise privée, avec mise en place du lean-management, pression permanente sur la productivité. Avant même que le rapport Spinetta ne mette ouvertement sur la table la suppression du statut, cela fait longtemps qu'on trouve de plus en plus de CDD et d'intérimaires dans les gares et les ateliers. Les cadres, les chefs, comme partout ailleurs sortent des mêmes écoles d'ingénieurs ou de commerce que ceux des autres grandes entreprises, avec le même état d'esprit complètement pourri.

Comme à chaque fois qu'il s'agit d'attaquer les cheminots, les chiens de garde médiatiques de la bourgeoisie colportent tout et n'importe quoi sur leur statut. Le statut, les billets de train gratuits ou presque pour les cheminots ou leurs proches, sont en fait une maigre compensation pour tous ceux qui travaillent en 3*8 ou le dimanche. Ceux qui risquent leur vie au bord des voies ou suspendus aux caténaires. A la SNCF comme ailleurs, les prolétaires sont par définition exploités, et tout « avantage » dont ils bénéficient n'est qu'une petite part en plus de la

richesse qu'ils produisent qu'ils arrivent à garder pour eux !

Au delà de la défense du statut tel qu'il est, il faut nous battre pour que tous les travailleurs du rail en bénéficient. A la SNCF comme ailleurs, le collectif ouvrier a été battu en brèche par l'externalisation du nettoyage ou de la maintenance de site, insufflant la méfiance, le mépris et l'esprit de concurrence entre travailleurs.

A côté de cela, on veut faire croire que la précarisation et flexibilisation des travailleurs du rail se fera au bénéfice des usagers. On voit bien ce que ça a donné au Royaume-Uni, comme on voit ce que ça donné à la Poste : augmentation des tarifs, baisse de la qualité de services... ! **Au final, ce seront les prolétaires qui trinqueront avec la restructuration capitaliste du chemin de fer. A la fois ceux qui y travaillent, et ceux qui l'utilisent.** Nous ne voulons pas être sacrifiés sur l'autel de la concurrence capitaliste



Les 28H dans la métallurgie allemande

L'INTÉRÊT OUVRIER EST-IL SOLUBLE DANS LA FLEXIBILITÉ ?

Le syndicat allemand de la métallurgie, IG Metall, a négocié auprès du patronat la possibilité pour les travailleurs de la métallurgie de passer aux 28 heures hebdomadaires pour une durée de 2 ans. Cela a été présenté par la presse comme une victoire du temps libre sur le travail. Il en est ressorti aussi l'idée que si les ouvriers sont dociles avec leurs patrons en période de crise (comme l'ont été les syndicats allemands il y a quelques années), ils finissent par en être récompensés plus tard lorsque l'industrie se redresse. **En réalité, l'accord passé en Allemagne ne réduit pas le temps de travail, mais paradoxalement l'augmente ; il ne donne pas plus de liberté à l'ouvrier, il le soumet encore plus à la précarité capitaliste.**

UNE VICTOIRE EN TROMPE L'OEIL

Les travailleurs pourront certes choisir de passer à 28 heures par semaine entre 6 mois et 2 ans... mais sans maintien du salaire, les 28 heures seront payées 28 (les seuls qui auront des compensations seront les salariés ayant des enfants en bas âge ou des personnes âgées à charge). C'est sûr, ce sera déjà plus facile avec un salaire de cadre qu'avec celui d'un ouvrier. On peut penser que ceux qui passeront aux 28 heures le feront

mondiale !

Déjà, la CGT Cheminot recule devant la nécessité d'une riposte ouvrière dure, et répète qu'il est encore temps pour une réforme négociée. Pure illusion ! Macron n'a aucune intention de négocier, mais la CGT est engluée dans ses réflexes cogestionnaires. D'autres appellent à la grève générale reconductible. D'accord, mais une grève générale, ça se prépare.

**NON À LA CASSE DU STATUT !
NON À LA PRIVATISATION !
EMBAUCHE AU STATUT DES CHEMINOTS
PRÉCAIRES ET SOUS-TRAITANTS !
ABOLITION DE LA SOUS-TRAITANCE !
UNITÉ CHEMINOTS/VOYAGEURS !
POUR UN TRANSPORT PUBLIC GRATUIT ET
DE QUALITÉ !**

souvent contraint, et si ce n'est pas par le patron, ce sera pour l'utiliser comme congé parental à temps partiel ; en Allemagne, il existe peu de structures du type crèche pour accueillir les jeunes enfants, et les mères finissent souvent au foyer.

Le seul point positif de l'accord, ce sont les augmentations de salaires. Des primes de quelques centaines d'euros, puis des augmentations de 3,7% en 2018 et 4% en 2019. Mais ces augmentations seront en réalités modérées par l'augmentation du coût de la vie.

En échange, le patronat a obtenu une flexibilisation accrue du temps de travail. Alors que la durée légale du travail dans la métallurgie allemande est de 35 heures, désormais les entreprises pourront faire travailler jusqu'à 50% de leur effectif plus de 40 heures par semaine, contre 18% au maximum jusqu'à maintenant. De toute manière, plus de la moitié des salariés de la branche travaillent déjà 39 heures par semaine. A long terme, donc, c'est bien une augmentation moyenne du temps de travail qui se profile.

L'équivalent allemand du Medef a reconnu que les augmentations de salaires auraient été difficiles à refuser vu la bonne santé financière de l'industrie

allemande. Le patronat a donc lâché un peu de lest car aujourd'hui il peut se le permettre, mais avec les mesures de flexibilisation du temps de travail contenues dans l'accord, il ménage l'avenir et se dote d'outils qui lui permettront, à la prochaine crise, de faire payer encore plus durement la classe ouvrière. Aujourd'hui l'Allemagne manque de main d'oeuvre, notamment de travailleurs qualifiés. Le patronat a l'intention d'encourager immédiatement le passage aux semaines de 40 heures.

LE PRÉCÉDENT DES 35 HEURES

Bien sûr nous voulons travailler moins. Pour nous occuper de nos proches, avoir du temps libre, et faire de la politique. Surtout qu'à l'heure actuelle, sur nos lieux de travail, la tendance est plutôt aux heures sup' imposées, à la baisse des barrières mises à l'extension du temps de travail. Mais que signifie le libre choix de passer à 28h lorsqu'on est subordonnés à un patron, à un salaire, qui nous mettent la pression ?

Mais ça ne veut pas dire que nous voulons travailler deux fois plus vite ou deux fois plus fort pour compenser cette baisse du temps de travail. L'idée derrière le "deal" allemand, c'était déjà celle de la réforme des 35 heures en France. Réduction du temps de travail en échange de sa flexibilisation. Elle s'est accompagnée de la récupération d'une multitude de jours d'entreprises qui existaient auparavant et qui ont disparu pour l'occasion (par exemple les jours de ponts, ou de garde d'enfants malades...). Ou la possibilité de sortir les temps de pause du temps de travail. Et enfin, elle a eu comme contrepartie explicite la généralisation officielle de la flexibilité des horaires (modulation annuelle) et de la précarité du travail. Le patronat ne s'est jamais gêné pour le clairoonner : les gains de productivité ont été tels que la réduction du temps de travail a été « récupérée » en quelques années seulement... Avec pour conséquence une augmentation des cadences, du stress, de l'épuisement,

bref de la pénibilité physique et psychique du travail, et des maladies professionnelles qui vont avec.

QUELLE LUTTE POUR LE TEMPS DE TRAVAIL ?

Aujourd'hui, la nouvelle carotte réformiste, en Allemagne comme en France, c'est de faire croire qu'il serait possible de concilier les besoins toujours plus importants du Capitalisme en précarité et en flexibilité avec l'intérêt ouvrier. C'est le mythe de la "Flexisécurité". Ou encore celui de la "Sécurité sociale professionnelle" chère aux dirigeants de la CGT. Mais ce n'est pas possible. On l'a vu avec les 35 heures : à quoi bon travailler moins si c'est pour souffrir plus ?

La revendication de baisse du temps de travail ne peut aller de paire qu'avec la lutte contre les cadences, contre la pénibilité, contre la flexibilité, contre toutes les petites (et grandes) attaques patronales pour nous exploiter plus efficacement par ailleurs. Sinon ce que nos exploiters nous lâcheront d'un côté, ils le récupéreront de l'autre. Cela va également de paire avec la lutte contre le temps partiel subis par nombre d'entre nous (près de 5 millions de salariés, dont 80% de femmes), qui aimeraient bien souvent travailler 35 heures pour avoir un salaire correct. Enfin, les gains de productivité qui permettent la baisse du temps de travail ne doivent pas être transformés en chômeurs supplémentaires, ce qui est le cas actuellement. La réduction du temps de travail doit aller de paire avec des embauches, pour qu'il n'y ait pas d'un côté ceux qui se tuent au travail, épuisés par les exigences toujours plus dures des patrons, et de l'autre ceux qui crèvent du chômage.

Voilà le sens de notre mot d'ordre indémodable : Travailler tous, travailler moins, travailler autrement !



**L'OCML Voie Proletarienne,
ce que nous sommes :**



Pour recevoir gratuitement



Inscrivez-vous à notre infolettre sur
VP-PARTISAN.ORG